

UNE POLITIQUE EFFICACE : QUATRE PILIERS POUR UNE POLITIQUE ANTI-DISCRIMINATION SOLIDE

Mots-clés : politique de lutte contre la discrimination ; diversité et l'inclusion ; sensibilisation ; application sur mesure

Billie Martiniello

Billie Martiniello a obtenu le grade de Docteur en sociologie à la VUB, au sein du groupe de recherche BRISPO, et est actuellement chercheuse postdoctorale à l'Institut universitaire européen (EUI). Cette note d'orientation s'appuie sur les résultats de sa recherche doctorale qui explore comment la discrimination ethnique sur le marché locatif peut être comprise ainsi que la manière dont différents acteurs, autorités locales, propriétaires et locataires, font face à cette discrimination.

- En Belgique, en moyenne, **dans un cas sur cinq, un locataire potentiel d'origine non belge est discriminé** lorsqu'il demande de visiter un logement.
- La **politique anti-discrimination** actuelle n'est **pas adaptée** au problème.
- La politique anti-discrimination actuelle s'inscrit dans un cercle vicieux qui légitime une politique inefficace par un **décalage** entre la faible volonté de signaler et le soutien au nombre de signalements comme indication de la gravité du problème.
- La lutte contre les discriminations nécessite d'une **approche hands-on** : des actions concrètes et ciblées.
- Une politique anti-discrimination forte et efficace nécessite d'un **paquet complet** composé de **quatre piliers** : (1) une surveillance active par des tests de correspondance, (2) des actions de sensibilisation sur mesure, (3) un marché réglementé qui fasse plus que sensibiliser, et (4) une politique visant la pénurie.

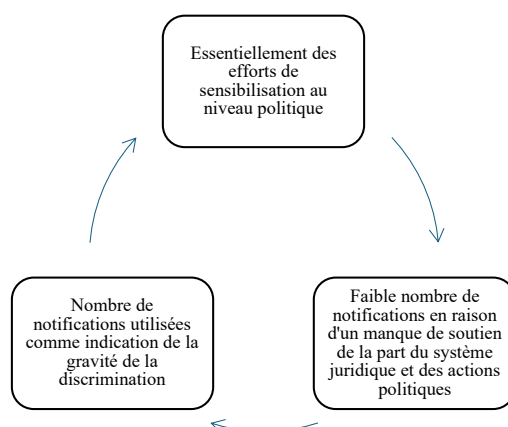
La discrimination, et en particulier la discrimination en matière de logement, viole deux droits fondamentaux de l'homme : le droit à l'égalité de traitement et le droit à un logement décent. Malgré les garanties constitutionnelles, la discrimination reste un problème social persistant. Des tests de correspondance effectués dans les villes belges au cours des dix dernières années montrent que les locataires potentiels d'origine non belge sont discriminés en moyenne dans 20% des cas lorsqu'ils demandent une visite. En d'autres termes, dans un cas sur cinq, les locataires potentiels se voient systématiquement refuser l'accès au marché locatif sur la seule base de leur nom.

Alors que les gouvernements régionaux et locaux s'efforcent de lutter contre la discrimination, mes recherches montrent que ces efforts ont souvent un impact insuffisant. Ils ne sont pas suffisamment adaptés à l'ampleur réelle du problème. C'est pourquoi j'appelle à une approche politique décisive qui lutte efficacement contre la discrimination par le biais d'un paquet global basé sur quatre piliers.

LES EFFORTS POLITIQUES ACTUELS NE SONT PAS ADAPTÉS AU PROBLÈME

Les victimes signalent rarement des discriminations en raison de barrières émotionnelles, d'obstacles pratiques, de méconnaissances et de doutes quant à l'utilité de cette démarche. Plutôt que de signaler officiellement la discrimination, de nombreuses victimes tentent de contourner la discrimination en ajustant leur stratégie de recherche d'un logement. Les chiffres le montrent également : UNIA a reçu 333 signalements de discrimination sur le marché du logement au cours des cinq dernières années, ce qui porte la moyenne annuelle à seulement 67 signalements. Néanmoins, bien que de plus en plus d'autorités locales expérimentent des tests de correspondance, la plupart des autorités (locales) basent toujours largement leur évaluation du problème sur le nombre de signalements. Cela conduit à une sous-estimation structurelle du problème et donc à une réponse politique - souvent par des campagnes de sensibilisation – dont la portée est trop limitée.

En conséquence, les efforts politiques de lutte contre la discrimination restent souvent fragmentés, déséquilibrés et inefficaces. Il y a un décalage évident entre la faible tendance à signaler et la forte confiance dans les chiffres pour mesurer l'ampleur du problème. Tant que cela n'est pas corrigé, les actions politiques resteront inadéquates et le cercle - qui légitime des campagnes de sensibilisation inadéquates - sera pas brisé, résultant dans un manque d'impact substantiel sur la réduction de la discrimination.



LA LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION NÉCESSITE D'UNE APPROCHE POLITIQUE HANDS-ON

Pour lutter efficacement et à long terme contre la discrimination, il est nécessaire d'adopter une approche politique concrète et ciblée. La discrimination est un concept juridique qui est inscrit dans la Constitution belge. Dans une société démocratique, il faut veiller à ce que nos droits et obligations, y compris la non-discrimination, soient protégés en tout temps. Bien que les minorités ethniques victimes de discrimination sur le marché locatif aient recours à des stratégies pour y remédier, par exemple en utilisant davantage leur réseau au sein de la communauté ethnoculturelle, cela ne devrait pas être une raison pour adopter une *politique de laissez-faire*. Le soutien de la communauté peut être bénéfique, mais il peut aussi rendre les victimes de discrimination vulnérables à des logements insalubres et à des loyers exorbitants, en particulier lorsque les alternatives sont limitées. De plus, les discriminations sont renforcées par des pénuries structurelles sur le marché locatif. La nécessité d'une approche politique concrète est également évidente dans la nature persistante de la discrimination. Pour ces raisons, il est nécessaire d'adopter une approche intégrée et claire pour réduire efficacement la discrimination.

UN PAQUET COMPLET COMPOSÉ DE QUATRE PILIERS

Sur la base des résultats de ma recherche doctorale, je propose quatre piliers pour une politique anti-discrimination efficace. Ces piliers forment un ensemble global, ce qui signifie qu'une combinaison de tous ces piliers est nécessaire pour lutter efficacement contre la discrimination.

Pilier 1 : Surveillance active par des tests de correspondance

Le premier pilier tente de briser le cercle vicieux de la tendance au signalement, d'une part, et de l'utilisation du nombre de signalements comme indicateur politique, d'autre part, au moyen d'un suivi actif par le biais de tests de correspondance. Les **tests par correspondance** sont des tests ou des candidatures fictives avec des caractéristiques (socio)ethniques différentes sont envoyées en réponse à des annonces réelles. Ces tests représentent actuellement le seul moyen de déterminer la discrimination de manière objective et de cartographier la discrimination sans s'appuyer sur des rapports individuels. Plusieurs villes belges expérimentent déjà des tests de correspondance. La nécessité de conduire ce genre de tests a été d'ailleurs déjà présentée au niveau régional sous la rubrique « non-discrimination » du précédent Plan Samenleven du gouvernement flamand précédent. La mise en œuvre de ce pilier sur une base annuelle – que ce soit au niveau local ou à la suite d'une initiative régionale – démontre également l'efficacité des actions politiques prises. Dans le même temps, il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que la discrimination soit combattue simplement en effectuant de tels tests. Ils devraient plutôt servir de base à l'élaboration de politiques concrètes et à l'évaluation de leur efficacité.

Pilier 2 : Des actions de sensibilisation sur mesure

Les mesures prises actuellement au niveau local reposent en grande partie sur la sensibilisation par le biais de formations de témoins, de séances d'information ciblées et de campagnes. Ici, l'accent est souvent mis sur le marché du logement, où une discrimination structurelle en matière de loyer a été démontrée. Les actions politiques ciblent principalement les agents immobiliers par le biais de formations volontaires, mais elles souffrent d'un biais de sélectivité : ce sont surtout ceux qui sont déjà sensibilisés qu'y participent. Pour inciter d'autres personnes à participer, **L'efficacité** peut être **accrue** en combinant ces formations avec des informations sur d'autres thèmes pertinents, tels que les nouvelles formes d'habitat, par exemple. Néanmoins, il est souhaitable d'envisager une formation obligatoire, dans laquelle les autorités locales peuvent jouer un rôle important dans l'institutionnalisation de ces efforts. De plus, les propriétaires sont souvent laissés de côté, alors qu'ils constituent un groupe crucial.

L'efficacité des campagnes de sensibilisation dépend dans une large mesure de l'appui des agents immobiliers et des bailleurs à ces actions, ce qui semble être lié à leur connaissance de la législation anti-discrimination. Investir dans **l'acquisition de connaissances** est donc essentiel, non seulement pour les propriétaires et les agents immobiliers, mais aussi pour les locataires potentiels. Il ne s'agit pas de les responsabiliser, mais de les renforcer dans la reconnaissance des discriminations, l'utilisation des possibilités de signalement et la possibilité de faire respecter leurs droits et obligations. Plusieurs villes expérimentent également des **tests de sensibilisation par correspondance** en tant qu'outil politique. À Gand, la mise en garde des agents immobiliers entre deux tests semble être efficace pour réduire les discriminations. Enfin, le deuxième pilier préconise une prise de conscience sur mesure par le biais d'un **processus à deux volets** : celui de la société dans son ensemble et celui des auteurs et victimes potentiels de discrimination.

Pilier 3 : Un marché régulé qui ne se contente pas de sensibiliser

Les gouvernements locaux concentrent leur politique anti-discrimination principalement sur les agents immobiliers, tandis que les propriétaires privés restent largement à l'écart. En effet, les agents immobiliers sont considérés comme les professionnels du marché locatif et il n'y a pas d'aperçu clair de qui sont les propriétaires privés. Afin de mettre en œuvre une politique efficace, le troisième pilier plaide en faveur **d'une meilleure réglementation** du marché, par exemple par le biais d'un enregistrement obligatoire ou de licences également pour les propriétaires, associés à une formation obligatoire sur la non-discrimination et à d'autres législations pertinentes. Bien que cela puisse conduire dans un premier temps à une restriction de l'offre de logements locatifs, des mesures incitatives telles que des subventions à la rénovation peuvent compenser cette situation. En l'absence de connaissances juridiques suffisantes de la part des propriétaires, le marché du logement menace de perpétuer des inégalités persistantes.

En outre, les recherches montrent que les autorités locales sont plus susceptibles de se concentrer sur la sensibilisation que sur l'application de la loi. Les signalements de discrimination aboutissent rarement à des sanctions, ce qui sape la confiance dans le système judiciaire. Cependant, des mesures exécutoires telles que des amendes ou la révocation des permis peuvent avoir un effet dissuasif. **Les mesures d'application de la loi** sont importantes et jouent un double rôle. D'une part, ils légitiment les actions de sensibilisation, d'autre part, ils établissent la norme selon laquelle la discrimination est inacceptable. Cependant, l'application de la loi nécessite des preuves concrètes, qui sont difficiles à recueillir dans la pratique. C'est pourquoi **les tests de correspondance juridique sont** cruciaux. En Belgique, de tels tests ne sont autorisés que dans des conditions strictes pour le moment, ce qui limite leur efficacité. Les récentes évolutions législatives, comme l'autorisation des tests proactifs en Région bruxelloise, représentent un pas en avant. Pourtant, il n'existe pas de réglementation comparable en Flandre et en Wallonie. Un cadre juridique solide qui permet des tests juridiques, même en l'absence de plainte officielle, est nécessaire pour lutter plus efficacement contre la discrimination sur le marché locatif.

Pilier 4 : Des politiques qui vont au-delà des politiques anti-discrimination

Le marché du logement locatif est sous pression, la demande dépassant largement l'offre. Bien que la discrimination soit interdite par la loi, ce marché tendu ouvre la voie à des formes subtiles d'exclusion. Le manque de diversité dans le secteur immobilier peut renforcer les stéréotypes et les préférences d'endogroupe. Pour lutter contre les discriminations, le quatrième pilier vise à s'attaquer à la **pénurie structurelle** sur le marché locatif grâce à une politique du logement forte qui met l'accent sur l'augmentation de l'offre de logements locatifs abordables et adaptés aux familles.

Cela peut se faire, entre autres, en investissant dans le logement social et en convertissant des bâtiments vacants en logements habitables. Bien que le nombre de logements vacants varie d'une région à l'autre, le problème demeure important. Cela nécessite une application plus stricte des réglementations existantes. Des mesures supplémentaires, telles qu'un fonds de rénovation pour les bailleurs et une réglementation plus stricte des locations à court terme telles qu'Airbnb, peuvent soulager la pression sur le marché et empêcher les augmentations de prix. Outre l'augmentation de l'offre, les efforts de diversité dans le secteur immobilier sont également cruciaux : les exemples de réussite et la formation à la diversité peuvent contribuer à un marché locatif plus inclusif.

Les opinions exprimées dans cette publication sont uniquement celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Brussels Interdisciplinary Research Centre on Migration and Minorities ou de la Vrije Universiteit Brussel. Cette note d'orientation du BIRMM est la traduction en français d'une version néerlandaise.